Proche-Orient

«Nous sommes 240 juifs de Suisse inquiets de la politique d'Israël»

Une lettre ouverte a été remise lundi à l'ambassadeur à Berne. Elle demande des négociations pour une paix juste et durable

Andrés Allemand

«Nous ne pouvons plus garder le silence! Nous sommes tous des juifs de Suisse très loyalement attachés à l'État d'Israël, qui vient de fêter son 70e anniversaire, mais nous voudrions voir enfin des efforts tangibles pour la négociation d'une paix juste et durable. Nous comprenons bien qu'il y a des enjeux sécuritaires face à des voisins hostiles et que les responsables palestiniens, eux non plus, ne font pas avancer la situation. Mais il nous semble qu'il y a mieux à faire que d'imposer sa domination et de coloniser des terres palestiniennes.» Pédiatre à Genève, le Dr Daniel Halpérin est l'une des quinze personnalités à l'origine d'une lettre ouverte qui vient d'être remise, lundi matin, à l'ambassadeur d'Israël à Berne *(lire ci-contre)*. Une lettre qui a réuni 240 signatures depuis sa publication le 15 mai.

«C'est énorme, 240 signatures!» s'enthousiasme Massa Kaneman-Pougatch, elle aussi à l'origine de cette initiative. «À première vue, cela pourrait paraître modeste, vu qu'il y a environ 18 000 juifs en Suisse. Mais beaucoup sont mal à l'aise à l'idée de critiquer Israël, ou alors ils craignent de nourrir encore l'antisémitisme ambiant… Alors réussir à réunir 240 signatures, c'est significatif. Benyamin Netanyahou se permet souvent de parler en notre nom. Eh bien nous aussi, au sein de la diaspora juive, faisons entendre notre voix!»

> «Il y a mieux à faire que d'imposer sa domination et de coloniser des terres»

Daniel Halpérin
Pédiatre à Genève

Que dit la lettre ouverte? Intitulée «Nous, juifs de Suisse, sommes inquiets», elle souligne les réussites de l'État d'Israël, qui a su intégrer des populations juives d'origines, de langues et de cultures très différentes. Un pays dont l'essor économique et industriel, tout comme la recherche de pointe, fait la fierté de ses citoyens mais aussi de la diaspora. Cela dit, ces 240 juifs de Suisse se disent inquiets pour l'avenir de cet «État en guerre avec certains de ses voisins, sans frontières internationalement reconnues» et qui «occupe des terres de Palestiniens, s'y implante et dénie leurs droits», un État «peu respectueux des droits humains, en contradiction avec les idéaux de notre Tradition».

La lettre cite aussi les propos tenus en mars par Ronald Lauder, le président du Congrès juif mondial: «Les comportements intransigeants et provocateurs des Palestiniens sont destructeurs. Mais il en est de même pour les plans d'annexion, poussés par des éléments de droite, et la construction de colonies juives étendues au-delà de la ligne de séparation.» Sévère, il conclut que «ces politiques israéliennes, marquées par l'aveuglement, créent une réalité irréversible, celle d'un seul État».

Enfin, la lettre ouverte lance «un appel aux responsables des parties en présence afin qu'une politique volontariste mette fin à l'immobilisme actuel et que l'État d'Israël réponde aux attentes des Israéliens et de la grande majorité des juifs du monde, en s'engageant, en paroles et en actes, vers une paix juste et durable négociée avec les Palestiniens».

Seront-ils entendus? «Le message ne s'adresse pas qu'aux autorités israéliennes, il est destiné à nos propres communautés, dans la diaspora», affirme Daniel Halpérin. «Certains nous reprochent de nous exprimer publiquement sur Israël, nous qui vivons tranquillement en Suisse. Ce n'est pas facile pour nous de prendre la parole et donner l'impression d'un désaveu. Mais le silence n'est pas une solution. Et par ailleurs, nombre d'entre nous avons des liens en Israël; deux de mes enfants ont choisi d'y vivre. C'est leur avenir qui est en jeu!»

«Nous voulons aussi montrer aux militants de la société civile se battant en Israël pour la paix qu'il y a dans la diaspora des juifs qui partagent leur inquiétude», ajoute Massa Kaneman-Pougatch, soulignant qu'une lettre similaire a réuni 400 signatures en Italie.

Qu'en pense-t-on à la Fédération suisse des communautés israélites? «Les juifs de Suisse sont attachés à l'État d'Israël et à sa population. Ils expriment une diversité d'opinions sur la politique israélienne. Cette prise de position en est un des divers reflets», note la vice-présidente Sabine Simkhovitch-Dreyfus.

L'ambassade pointe du doigt le Hamas

● Lundi matin, une délégation formée de quatre juifs de Suisse a rencontré à Berne l'ambassadeur israélien Jacob Keidar pour lui remettre la lettre qui a réuni 240 signatures. «L'entretien a duré une heure et demie dans un climat détendu et ouvert. Nous avons exprimé notre désaccord avec la politique menée par le gouvernement», raconte Massia Kaneman-Pougatch.

«Il s'est dit préoccupé, de son côté, par l'Iran, le Hezbollah et le Hamas, mais aussi par les critiques unilatérales dans les médias, estimant que la réalité est mal comprise et les faits déformés», poursuit la signataire de la lettre ouverte.

«La situation à Gaza est venue dans la discussion. Cette question ne figure pas dans la lettre signée par les 240 car nous voulions surtout un texte qui, à l'occasion du 70e anniversaire d'Israël, évoque une vision pour l'avenir. Cela dit, lundi à Berne, quand nous avons dit que le blocus de Gaza pousse les Palestiniens dans les bras du Hamas, l'ambassadeur a affirmé qu'au contraire, tôt ou tard ils verront que le Hamas est leur véritable ennemi.»

Contactée mercredi, l'ambassade d'Israël n'a pas fait de déclaration. **A.A.**

L'Espagne et l'ancienne base d'«Alinghi» attendent l'«Aquarius»

Pour éviter un drame humanitaire, le nouveau chef du gouvernement ouvre le port de Valence

Cap sur Valence. Après des jours d'errance et d'incertitude, l'*Aquarius*, affrété par l'organisation SOS Méditerranée pour venir en aide aux migrants à la dérive au large de la Libye, se dirige enfin vers la côte espagnole. Ses 629 passagers (en partie transférés sur deux navires italiens) qui se sont vus rejetés par Malte et par l'Italie, seront donc débarqués ce samedi à Valence, où un important dispositif se met en place pour les accueillir dans l'enceinte du port construit pour les voiliers de l'America's cup en 2007.

C'est l'ancienne base d'*Alinghi*, le concurrent suisse lors de la compétition, qui servira de point de réception pour les arrivants à leur descente du bateau, avant de les diriger vers leurs points d'hébergement.

L'annonce de l'arrivée des migrants de l'*Aquarius*, parmi lesquels 123 enfants et 7 femmes enceintes, a pris par surprise le port espagnol, éloigné des routes habituelles de l'immigration. La solidarité s'organise parmi les habitants de Valence pour prêter main forte aux volontaires des ONG, mais les arrivants ne devraient faire que passer, avant d'être répartis entre les principales grandes villes du pays qui se sont déjà portées candidates à leur accueil.

«Il est de notre devoir d'aider à éviter une catastrophe humanitaire», affirme le nouveau chef du gouvernement espagnol, le socialiste Pedro Sanchez, qui vient de prendre des voisins européens par surprise, avec cette opération Aquarius qui marque son irruption impromptue sur la scène de l'UE, dix jours à peine après son entrée en fonction. Le coup d'éclat est inattendu de la part de la diplomatie espagnole, peu habituée à donner de la voix et à prendre des décisions non concertées avec Bruxelles.

Des migrants lors de leur transfert de l'«Aquarius» vers deux navires des gardes-côtes italiens venus à la rescousse. KEYSTONE

Au sein de l'opposition, on s'inquiète d'un geste perçu comme «dangereux» par le Parti populaire, préoccupé par la création d'un effet d'appel qui pourrait rediriger les routes de l'immigration vers la péninsule Ibérique. Le mouvement est en revanche salué par les associations d'aides aux migrants. «Il n'y a pas si longtemps que cela, c'est nous, les Espagnols qui devions quitter notre pays, rappelle Anabel Montes, cheffe de mission de l'ONG espagnole Proactiva Open Arms. Le plus étonnant n'est pas le geste humanitaire de l'Espagne mais le rejet de l'Italie.»

Pour le ministre des Affaires étrangères, Josep Borrell, «l'*Aquarius* est en train de provoquer un électrochoc politique. Il est de plus en plus évident que l'Union européenne ne peut pas laisser seuls les pays du Sud, hier la Grèce, aujourd'hui l'Italie, demain l'Espagne?»

Le geste symbolique de Pedro Sanchez est aussi un habile coup de communication personnelle. Il ne prétend pas résoudre la crise humanitaire en Méditerranée, mais affirmer sa volonté de participer au débat européen. Il avait déjà créé la surprise la semaine dernière en présentant son «gouvernement féministe», composé de deux tiers de ministres femmes. Le voilà qui se forge maintenant son image de dirigeant intrépide qui sait rester fidèle à ses principes alors que ses voisins freinent des quatre fers. Au passage, il vient de gagner force et légitimité internationale, même si on s'interroge toujours en Espagne sur sa marge de manœuvre, fragilisée par le jeu d'alliances hétéroclite qui l'a conduit au pouvoir.

Cécile Thibaud Madrid

Le ton monte entre l'Italie et la France

● Rien ne va plus entre Rome et Paris. Après plus de trois jours de stand-by – l'Italie et Malte ayant refusé d'ouvrir leurs ports – l'*Aquarius* et deux navires italiens sur lesquels ont été transbordés plus de 520 des 629 rescapés, ont mis le cap vers le port de Valence. Mais les propos d'Emmanuel Macron dénonçant «la part de cynisme et d'irresponsabilité du gouvernement italien», après son refus d'accueillir ces rescapés, et ceux du porte-parole de son parti La République en marche, Gabriel Attal, déclarant que la position de l'Italie était «à vomir», ces propos passent mal à Rome. L'Italie, qui exige des «excuses officielles», a convoqué l'ambassadeur français, et le ministre italien de l'Économie, Giovanni Tria, a différé sa réunion prévue mercredi avec son homologue français Bruno Le Maire. Quant à la rencontre agendée vendredi à Paris entre les dirigeants français et italien, elle pourrait être annulée, a prévenu le ministre de l'Intérieur Matteo Salvini. «L'Italie ne peut accepter de leçons hypocrites de pays ayant préféré détourner la tête en matière d'immigration», a pour sa part déclaré mardi le président du Conseil Giuseppe Conte. «Nous sommes parfaitement conscients de la charge que la pression migratoire fait peser sur l'Italie et des efforts que ce pays fournit. Aucun des propos tenus par les autorités françaises n'a bien entendu remis cela en cause», a répondu le Quai d'Orsay en tentant de calmer le jeu.

Mais l'affaire de l'*Aquarius* fait aussi des vagues en Italie. Depuis deux jours, des milliers de citoyens protestent à travers la Péninsule contre la décision du gouvernement Conte. «Ouvrons les ports! Nul n'est illégal!» pouvait-on lire sur de nombreuses pancartes. Enfin, et comme pour montrer que rien n'est réglé, près de 900 migrants à bord d'un navire des gardes-côtes italiens ont débarqué mercredi matin dans le port sicilien de Catane. **Y.V.**

Espagne

Déjà un ministre démissionnaire

Rattrapé par des révélations sur ses déboires passés avec le fisc, le tout nouveau ministre de la Culture Maxim Huerta a démissionné mercredi, une semaine après sa nomination. Un premier coup dur pour le tout nouveau gouvernement du socialiste Pedro Sánchez. Huerta avait été contraint de payer l'an dernier plus de 360 000 euros au fisc après avoir déclaré, entre 2006 et 2008, ses revenus personnels à travers une société pour payer moins d'impôts. **ATS**

Yémen

Offensive sur le port d'Au-delà

Les forces progouvernementales, appuyées par les Émiriens et les Saoudiens, ont lancé mercredi une offensive sur le port de Hodeida, contrôlé par les rebelles, malgré les appels à la retenue de l'ONU et les craintes pour la population. Situé dans l'ouest du pays sur la mer Rouge, en guerre depuis plus de trois ans, Hodeida constitue un enjeu stratégique, étant le point d'entrée d'une bonne partie de l'aide humanitaire en territoire yéménite. **ATS**

Volkswagen paiera

Allemagne VW a annoncé mercredi avoir accepté de payer un milliard d'euros d'amende en Allemagne, reconnaissant ainsi «sa responsabilité» dans le scandale des moteurs diesels truqués. Dans un communiqué, le constructeur dit «accepter l'amende et qu'il ne déposera pas de recours». **ATS**

Démission à Tbilissi

Géorgie Le premier ministre Guiorgui Kvirikachvili a annoncé mercredi sa démission à la suite de manifestations contre son gouvernement, provoquées par des accusations de trafic d'influence au sein de l'appareil judiciaire. **ATS**

Immigration

Un «axe» Rome-Vienne-Berlin?

Le chancelier autrichien Sebastian Kurz a annoncé mercredi la création d'un «axe» entre les ministres autrichien, allemand et italien de l'Intérieur pour lutter contre l'immigration illégale. «Il faut un axe des volontaires», a-t-il dit. Vienne planche avec quelques États de l'UE sur la création de centres d'accueil à l'extérieur de l'Union pour «héberger et offrir une protection mais pas une vie meilleure», avait-il indiqué la veille. **ATS**

Avocate en prison

L'avocate iranienne des droits de l'homme Nasrin Sotoudeh a été arrêtée mercredi et conduite à Evin, la prison de Téhéran où sont détenus de nombreux prisonniers politiques. Me Sotoudeh a récemment défendu plusieurs femmes arrêtées pour avoir enlevé leur voile en public. Elle a aussi assuré la défense de journalistes, d'activistes comme l'avocate et lauréate du Prix Nobel de la paix Shirin Ebadi, ainsi que d'opposants. ATS

VCX Contrôle qualité